

PRÉFET DU PUY-DE-DÔME

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service Eau, Environnement et Forêt

ARRETE PREFECTORAL
portant prescriptions spécifiques à
déclaration au titre de l'article L.214-3
du code de l'environnement concernant
l'aménagement d'un parking, site des
Carmes, par la Manufacture Française des
Pneumatiques Michelin
COMMUNE DE CLERMONT-FERRAND
Dossier n° 63-2015-00021

Le Préfet de la région Auvergne
Préfet du Puy-de-Dôme
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et imposant le bon état écologique des masses d'eau pour 2015 ;

VU la directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale ;

VU le Code Civil et notamment l'article 640 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, R.214-1 et R.214-32 à 214-56 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 03/02/2015, présenté par la Manufacture Française des Pneumatiques Michelin, enregistré sous le n° 63-2015-00021 et relatif à l'aménagement d'un parking "Les Carmes" commune de Clermont-Ferrand ;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui du dit projet et comprenant notamment :

- identification du demandeur,
- localisation du projet,
- présentation et principales caractéristiques du projet,
- rubriques de la nomenclature concernées,
- document d'incidences,
- moyens de surveillance et d'intervention,

- éléments graphiques.

CONSIDERANT que l'avis du déclarant concernant les prescriptions spécifiques a été sollicité par courrier en date du 28 mai 2015 ;

CONSIDERANT que le déclarant a émis un avis favorable sur le projet d'arrêté par courrier en date du 9 juin 2015 ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau grâce aux systèmes de régulation des rejets et de traitement des eaux d'écoulement générées par l'imperméabilisation de surface ;

CONSIDERANT que la côte des plus hautes eaux en zone 5 du PPRNPI du bassin de la Tiretaine est de un mètre au dessus du terrain naturel ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme ;

ARRETE

Titre I : Objet de la déclaration

Article 1 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à la Manufacture Française des Pneumatiques Michelin, de sa déclaration reçue le 03/02/2015 en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant l'aménagement d'un parking "Les Carmes" commune de Clermont-Ferrand : section HX, parcelles n° 4, 5, 6, 172, 210 et 234.

Les travaux réalisés rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. La rubrique concernée de l'article R. 214-1 du code de l'environnement est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	Déclaration

Titre II: Prescriptions techniques

Article 2 : Prescriptions spécifiques

2.1. Description générale du projet

- surface totale du projet : 1,30 ha,
- surface du bassin versant en amont : 0 ha.

2.2. Descriptif technique

2.2.1. Traitement des eaux pluviales

L'ensemble des eaux pluviales des parkings rive droite et rive gauche sont dirigées vers deux bassins de rétention étanches avant rejet dans La Tiretaine. Les dispositifs de rétention des parkings sont dimensionnés pour stocker sans débordement les eaux de ruissellement de toute pluie de retour 10 ans.

Le bassin de rétention étanche rive gauche a les caractéristiques suivantes :

- volume de stockage : 459 m³,
- débit de fuite de 3 l/s,
- présence d'un séparateur et d'un débourbeur.

Le bassin de rétention étanche rive droite a les caractéristiques suivantes :

- volume de stockage : 122 m³,
- débit de fuite de 1 l/s,
- présence d'un séparateur et d'un débourbeur.

2.2.2. Déplacement de la grille anti-intrusion

La grille anti-intrusion, déjà en place dans le lit de la Tiretaine est déplacée et remplacée par une nouvelle grille 65 m en aval.

La nouvelle grille a le même fonctionnement au regard des crues, un basculement sous l'effet de la poussée du flux.

2.2.3. Risque d'obstruction du lit mineur de la Tiretaine

En cas de crue, afin d'éviter que les véhicules stationnés sur les parkings n'obstruent le lit de la Tiretaine les dispositifs suivants sont mis en place :

- parking sud, rive gauche :
 - un garde corps de 1 m de haut sur une distance de 151 m,
 - une grille anti-intrusion sur une distance de 66 ml,
 - des potelets métalliques de section 89 mm et de 1 m de haut sur une distance de 30 ml,
- parking sud, rive droite :
 - un garde corps de 1 m de haut sur une distance de 118 m.

2.2.4. Moyens de surveillance et d'entretien

L'entretien courant des bassins de rétention, des séparateurs et des débourbeurs sont à la charge de la Manufacture Française des Pneumatiques Michelin.

Pour l'entretien des espaces verts, l'usage de pesticides et autres produits phytosanitaires est interdit afin de limiter une pollution du milieu récepteur.

Un registre de surveillance contenant les visites de contrôle, les interventions d'entretiens, les vérifications et les réparations éventuelles est tenu à jour et à la disposition des services compétents.

Article 3 : Information des services

Le service en charge de la police de l'eau (Fax : 04.73.42.16.70) et l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques sont informés au moins quinze jours à l'avance avant le démarrage des travaux.

Article 4 : Modifications des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Titre III : Dispositions générales

Article 5 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

L'entretien et la surveillance des installations est sous la responsabilité du pétitionnaire, toutefois en cas de session du réseau, l'ensemble des prestations concernant le fonctionnement et la conformité du système seront reprises à la charge du nouvel exploitant. Le changement de responsabilité doit faire l'objet d'une déclaration préalable auprès du service police de l'eau

Article 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Publication et information des tiers

L'arrêté sera transmis à la mairie de la commune de Clermont-Ferrand où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, et pour information à la Commission Locale de l'Eau SAGE Allier Aval.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet des services de l'Etat de la préfecture du Puy-de-Dôme durant une période d'au moins six mois.

Article 9 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois par le déclarant à compter de sa notification et dans un délai de un an par les tiers dans les conditions de l'article L.514-6 du code de l'environnement à compter de son affichage à la mairie de la commune de Clermont-Ferrand .

Dans le même délai de deux mois, le déclarant peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

Article 10 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme,
Le Maire de la commune de Clermont-Ferrand ,
Le directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

au chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques.

Fait à Clermont-Ferrand, le 10 juin 2015

Le directeur départemental des territoires

le Directeur départemental adjoint,


Didier BORREL

